

RAPPORT DE MISSION A LA PREMIERE CONFERENCE DE LA JEUNESSE DES PAYS
NON ALIGNES TENUE A NEW DELHI EN INDE DU 19 AU 21 NOVEMBRE 1985.-

I) INTRODUCTION

En déclarant 1985 "Année Internationale de la Jeunesse", l'Organisation des Nations-Unies a donné aux Jeunes de tous les pays, l'occasion solennelle d'exprimer leurs préoccupations profondes, leurs aspirations, leurs craintes et leurs espoirs. Cette reconnaissance de la Jeunesse comme composante essentielle de la société intervient dans un contexte qui est particulier aux pays non-alignés et à leur jeunesse en croissance galopante.

C'est ainsi que dans le cadre d'exécution des activités au programme de l'organisation de l'Année Internationale de la Jeunesse, le Congrès de la Jeunesse Indienne a invité les pays non-alignés à participer à la Première conférence de la Jeunesse des pays non-alignés qui s'est tenue du 19 au 21 novembre 1985 à NEW DELHI en Inde.

En effet, cette conférence tenue à l'occasion de la feuve dirigeante courageuse Indira Gandhi ainsi qu'à l'occasion de l'Année Internationale de la Jeunesse s'est trop inspirée des conférences des Chefs d'Etats et des Ministres des Affaires Etrangères et de la Coopération tenues à LUANDA et NEW DELHI; c'est ainsi que leurs déclarations politique et économique ne diffèrent pas beaucoup étant donné que la lutte aujourd'hui menée par les pays non-alignés est et sera reprise par leur jeunesse qui constitue leur avenir.

II) OBJET DE LA CONFERENCE

La conférence avait pour objet d'étudier les voies et moyens de libérer l'homme de la peur et de l'esclave, étude qui doit être faite par les pays non-alignés surtout par leur jeunesse qui doit affronter l'avenir avec courage et lutter contre toutes les injustices.

III) PARTICIPATION :

1. Quatre-vingt-une délégations des pays membres du Mouvement des non-alignés ont participé à la conférence. Il s'agit de : République Démocratique d'AFGHANISTAN, ALGERIE, ANGOLA, ARABIE SAOUDITE, ARGENTINE, BANGLADESH, BARBADE, CONGRES NATIONAL AFRICAIN, COTE D'IVOIRE, CUBA, EGYPTE, ETHIOPIE, GAMBIE, GHANA, GRENADÉ, GUINEE, GUYANA, INDE, GUINEE BISSAU, INDONESIE, IRAN, IRAQ, JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE, JORDANIE, KENYA, KOWEIT, LESOTHO, LIBERIA, MADAGASCAR, MALAISIE, MALAWI, MALDIVES, MALI, MALTE, MAURICE, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NEPAL, NICARAGUA, NIGER, NIGERIA, OMAN, Organisation de Libération de la Palestine, UGANDA, PAKISTAN, PANAMA, PEROU, QATAR, République Arabe du YEM, République Arabe Syrienne, République Démocratique Populaire Lao, République Populaire Démocratique de Corée, République Unie de Tanzanie, Caméroun, RWANDA, Sainte-Lucie, SENEGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE,

.../...

SOMALIE, SOUDAN, SRILANKA, SWAPO, SWAZILAND, TRINITE-et-TABAGO, TUNISIE, VANUATU, VIET-NAM, République Démocratique du YEMEN, YOUGOSLAVIE, ZAIRE, ZAMBIE, ZIMBABWE.

2. Les représentants des pays et des organisations dont les noms suivent ont assisté à la conférence en qualité d'observateurs: Organisation de la solidarité des peuples Afro-Asiatiques, Organisation de l'Unité Africaine, Parti Socialiste de PUERTO-RICO.

3. Les délégations des pays et des organisations dont les noms suivent ont assisté à la conférence en qualité d'invités : - Mouvement de la Jeunesse Pan-africaine, organisation continentale des Etudiants de l'Amérique Latine, Roumanie, Suède, Union de la Jeunesse Arabe.

4. Le Rwanda était uniquement représenté par Monsieur MBONEZA Gaspard, Chef de Bureau au Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Coopératif.

IV. OUVERTURE DE LA CONFERENCE

A la séance d'ouverture, la conférence a eu le privilège d'écouter le discours plein d'inspiration prononcé par Monsieur RAJIV GANDHI, Premier Ministre de l'Inde, ce qui a donné l'élan aux délibérations de la conférence. On a eu également l'honneur d'écouter le discours vivant prononcé par Son Excellence Monsieur YASER ARAFAT, Président de l'OLP, qui a assisté à la conférence en qualité d'invité spécial. L'allocution émouvante prononcée par Madame ZENANI DLAMINI, fille de Monsieur NELSON MANDELA et le discours de Monsieur ANAND SHARMA, membre du Parlement et Président du congrès de la jeunesse Indienne. (INDIAN YOUTH CONGRESS) ont exhorté les jeunes venant des pays en développement de réunir des efforts sincères pour atteindre les buts louables que s'est donné le Mouvement des Non-Alignés.

En peu de mots, tous les discours prononcés à l'ouverture de la Première Conférence de la Jeunesse des Pays non-alignés ont rendu de riches hommages à Madame INDIRA GANDHI qui a lutté pour tous les peuples opprimés du monde et ont souligné l'importance du rôle du Mouvement des non-alignés dans la réalisation de la paix, du développement, de la liberté et dans le règlement pacifique des conflits. En effet, cette conférence fut aussi une occasion de rappeler avec une profonde reconnaissance, la contribution unique de Madame INDIRA GANDHI, sa direction pleine d'inspiration ainsi que l'exemple que fournissait sa personnalité exceptionnelle, à la lutte du peuple des pays non-alignés et d'autres pays en vue de trouver la place qui leur appartient dans le monde et d'instaurer un ordre mondial pacifique, juste et équitable.

De plus, la conférence a réaffirmé que la contribution et le sacrifice faits par Madame INDIRA GANDHI demeureront à jamais gravés dans les coeurs humains et continueraient à inspirer la Jeunesse du monde, à l'heure actuelle aussi bien que dans l'avenir.

V. ELECTION DU BUREAU

Le Président du Congrès de la Jeunesse Indienne a d'abord contacté les Chefs des délégations pour faciliter l'élection du bureau. Ceux-ci se sont mis d'accord pour confier la Présidence au pays hôte, l'Inde. La vice-Présidence a été confiée à 15 pays à savoir :

ALGERIE, BHOUTAN, CUBA, EGYPTE, KENYA, MADAGASCAR, NICARAGUA, SAINTE-LUCIE, SENEGAL, VIET-NAM, ZIMBABWE, JORDANIE, SRILANKA, REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE, MALTE, tandis que la fonction de Rapporteur Général revenait à la YOUGOSLAVIE. Cette répartition tenait compte des zones et des langues. Les langues utilisées étaient l'anglais, le français, l'arabe et l'espagnol.

VI) ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR : Après l'élection du bureau la conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Déclaration des pays sur la libération de l'homme de la peur et de l'esclavage
2. Mise sur pied de deux commissions : - politique
- économique
3. Séances plénières en commissions
4. Mise en commun

Compte tenu de la participation massive et du temps imparti à cette conférence, il était pratiquement impossible d'écouter les déclarations de toutes les délégations. Trente-deux pays seulement qui avaient reçu bien avant des documents de travail sont intervenus pour donner leurs avis sur le thème de la conférence.

Après les travaux en commissions et la mise en commun, la conférence a fait les déclarations politique et économique suivantes.

VII. DECLARATION POLITIQUE

Nous nous sommes rassemblés aujourd'hui, en tant que représentants des pays ayant récemment accédés à l'Indépendance mais riches en traditions culturelles. Nous souhaitons vivement instaurer sans délai un nouvel ordre où l'équité et la justice, plutôt que l'avidité et l'exploitation, seraient les forces motrices. La lutte sera longue et dure, et exigera de la plupart d'entre nous des souffrances et des sacrifices. Mais nous sommes convaincus que l'évolution historique se donne pour objet la libération de l'humanité du joug de l'esclavage et que l'absence de la crainte est une condition préalable à l'épanouissement humain.

Nous nous réunissons dans le contexte d'une situation mondiale inquiétante et des tensions sans cesse croissantes qui marquent les relations internationales.

On constate que la situation dans toute la région de l'Afrique du sud s'est détériorée sensiblement à cause de la politique d'apartheid pratiquée par le régime illégal de l'Afrique du Sud. Les peuples courageux de la Palestine, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, d'El Salvador et du Chili se voient toujours privés de leur droit fondamental à l'auto-détermination. L'intensification de la course aux armements dans toutes ses dimensions a jeté l'ombre d'un holocauste nucléaire sur toute la race humaine; tandis que des sommes croissantes sont gaspillées pour le développement et le déploiement des armes redoutables capables de détruire en masse des millions d'hommes. Des forces hostiles à l'émancipation du peuple menacent leur indépendance, leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur droit au développement économique, politique et social en matière de priorités et d'aspirations qui leur sont propres. Ces tendances ont mis en danger de façon alarmante la paix et la sécurité internationales et les aspirations au développement entraînant des conséquences particulièrement inquiétantes pour les pays non-alignés et d'autres pays en voie de développement.

L'obtention des libertés fondamentales et des droits de l'homme font partie intégrante de la lutte pour la transformation et la démocratisation des relations internationales. Le renforcement du non-alignement en tant que Mouvement international global représentant un changement profond dans la structure des relations internationales contemporaines nous inspire du courage. Résolus à poursuivre la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, le racisme, le sionisme et contre toute forme d'agression, d'occupation, de domination, d'ingérence ou d'hégémonie étrangère, les pays non-alignés ont oeuvré sans cesse dans le sens d'une réduction des tensions, du désarmement et du renforcement de l'entente internationale et de la promotion d'un nouvel ordre mondial.

La paix ne saurait être durable que lorsque le système économique mondial actuel est restructuré en vue de combler le fossé entre les riches et les deux-tiers de la population mondiale qui vivent dans la misère et le dénuement. Le Mouvement des pays non-alignés avait donc proposé et oeuvré pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. L'autonomie collective entre les pays non-alignés et d'autres pays en développement a toujours été un des objectifs principaux de cette tentative visant à réaliser une véritable indépendance et à soutenir un processus de croissance et de développement qui serait entamé et concentré dans nos propres pays.

Nous réaffirmons notre attachement aux principes et aux objectifs du Mouvement des pays non-alignés ainsi que notre appui aux efforts qu'il déploie en vue d'aboutir à une restructuration fondamentale de l'ordre international visant à la réalisation d'une paix durable, ainsi que de la sécurité et de la prospérité des peuples de tous les pays de cette planète.

Ces principes s'avèrent de plus en plus pertinents et revêtent une importance particulière étant donné la polarisation accrue qui marque les relations internationales.

Dans cette année, qui marque le 40^e anniversaire de l'existence des Nations-Unies, nous réaffirmons notre attachement aux principes et aux objectifs des Nations-Unies. Nous déplorons les efforts visant à affaiblir les bases du système de multilatéralisme et à saper les Nations-Unies qui représentent les plus ardentes aspirations de l'humanité pour un meilleur monde. Nous prions la communauté internationale de renforcer la coopération multilatérale au sein des Nations-Unies en vue d'aborder les problèmes communs auxquels fait face l'humanité toute entière.

Concernant :

LE DESARMEMENT

Nous prions instamment les grandes puissances de mettre un terme à la course aux armements et en particulier, à la course aux armes nucléaires qui a aggravé la situation mondiale et menace l'existence même de la civilisation humaine, comme à un taux alarmant les rares ressources matérielles de notre planète, entraînant ainsi un déséquilibre écologique et un gaspillage de la plupart du talent scientifique, qui se voit consacré aux recherches inutiles et auto-destructrices.

Nous estimons inacceptable que la survie même de l'humanité soit à la merci des idées que se font quelques pays dotés d'armes nucléaires au sujet de la sécurité. La doctrine de dissuasion nucléaire qui est à l'origine de l'escalade persistante de la course aux armements nucléaires devrait être remplacée par celle de limitation des armes nucléaires, laquelle aboutirait à un désarmement général et complet.

L'espace extra-atmosphérique constitue l'héritage commun de l'humanité et devrait être utilisé exclusivement au bénéfice commun de l'humanité toute entière. Nous condamnons énergiquement les mesures entreprises par l'administration des Etats-Unis en vue de faire déborder la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique ou à le militariser de quelque manière que ce soit. Au lieu de dépenser des sommes astronomiques qui ne feront que pousser la guerre jusqu'aux étoiles, il nous faut éliminer la guerre sur terre.

Nous demandons aux États dotés d'armes nucléaires de prendre d'urgence des mesures pratiques en vue de prévenir la guerre nucléaire et de faire respecter les recommandations du Sommet des Six Nations sur le Désarmement, tenu à New Delhi en janvier 1985. Ce sommet a prié les états dotés d'armes nucléaires de mettre un terme aux essais, à la production et au déploiement des armes nucléaires ainsi qu'aux systèmes vecteurs de ces armements, de prendre des mesures concrètes pour prévenir la course

aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, de conclure sans délai un traité sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires et de réaliser un programme de désarmement général et complet tout en renforçant le rôle du système des Nations-Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité. En attendant un désarmement nucléaire, chaque état doté d'armes nucléaires devrait s'engager à ne pas être le premier à avoir recours aux armes nucléaires.

Nous nous félicitons de ce que les Etats-Unis et l'Union Soviétique se soient convenus de s'entretenir en vue de reprendre les négociations sur les armements. Nous les prions de saisir cette occasion pour faire du progrès significatif en vue de réduire les tensions et de prendre des mesures concrètes pour réaliser la réduction des armements et le désarmement.

Les ressources gaspillées dans la course aux armements devraient être affectées à la relance et à la restructuration de l'économie mondiale et en particulier, à la promotion du développement des pays en développement.

LA SITUATION MONDIALE

La situation mondiale actuelle pose un grave danger. Il nous faut intensifier nos efforts en vue de repérer sans tarder des solutions aux problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales. Nous soulignons qu'il n'existe pas d'alternatif à la coopération et à la co-existence pacifique entre les états indépendamment de leurs systèmes politique, économique et social, de leur dimension ou de leur situation géographique. Compte tenu de l'intérêt de tous les états, la détente ne saurait être viable que si elle s'ouvre à une participation universelle. Les pays non-alignés joueront un rôle actif et positif dans un tel processus.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Nous exprimons notre préoccupation devant la détérioration de la situation au Moyen-Orient résultant de la poursuite par Israël des actes et politiques agressifs et expansionnistes dans la région, ce qui constitue une menace grave pour la paix et la sécurité mondiales.

Nous partageons pleinement les souffrances de nos frères et de nos soeurs dans les territoires arabes occupés de la Palestine, du Liban, des hauteurs du Golan et d'autres pays. Nous exprimons notre préoccupation et notre inquiétude devant ces attitudes sionistes et nous condamnons l'alliance stratégique entre les Etats-Unis d'Amérique et Israël qui encourage ces politiques et menace la paix et la sécurité mondiales. Nous soulignons et nous réaffirmons notre solidarité avec le courageux peuple palestinien dirigé par l'Organisation de libération de la Palestine, son seul représentant légitime, dans sa lutte vaillante pour le recouvrement de ses droits inaliénables. Nous affirmons aussi notre solidarité avec le peuple libanais et nous appuyons son droit à la sécurité, l'intégrité territoriale, l'indépendance et à son

droit d'exercer sa souveraineté sur tout son territoire à l'intérieur des frontières reconnues internationalement. Nous réaffirmons notre appui total à la lutte que mène le peuple de la République arabe syrienne pour la libération de ses territoires occupés. Nous soulignons que le retrait immédiat, total et inconditionnel d'Israël, de tous les territoires arabes occupés de la Palestine, du Liban et des hauteurs Syriennes etc. mènera à une solution politique et juste de la crise au Moyen-Orient.

Les participants condamnent la politique poursuivie par les Etats-Unis, en particulier, son soutien illimité à Israël et insistent sur les décisions et institutions du Mouvement non-aligné concernant Israël et la situation au Moyen-Orient.

L'AFRIQUE AUSTRALE

La Conférence de la Jeunesse des pays non-alignés condamne énergiquement le régime raciste de Pretoria pour ses politiques qui sont à l'origine de la violence et de l'instabilité qui règnent en Afrique australe. La persistance avec laquelle le régime illégal de Pretoria perpète ses actes barbares de répression contre la majorité écrasante de la population de l'Afrique du Sud fait la honte de l'humanité toute entière. La conférence dénonce les actes d'agression et de banditisme perpétrés par Pretoria contre les états de première ligne. La conférence loue le rôle positif joué par les états de première ligne et les mouvements de libération de l'Afrique australe à savoir le CNA et la SWAPO dans leur lutte contre le régime d'apartheid et réaffirme sa profonde solidarité avec les peuples et les états de l'Afrique australe contre lesquels le régime de Pretoria dirige ses actes de terrorisme. Ayant pris note avec une profonde inquiétude et consternation, l'intensification des actes politiques, militaires et économiques perpétrés par Pretoria dans le but de déstabiliser les états de première ligne de l'Angola, de la Namibie, du Mozambique, du Lesotho et du Swaziland, la Conférence condamne le régime de l'Afrique du Sud qui crée, arme, forme, finance et emploie des bandits contre-révolutionnaires comme branche de l'armée notoire et raciste de l'Afrique du Sud en vue de déstabiliser la région.

La conférence demande que soit mis fin d'urgence à ces actes de terrorisme. Elle demande le retrait immédiat et inconditionnel des forces militaires racistes sud africaines, de l'Angola et de la Namibie.

La conférence demande à la jeunesse progressive du monde de prier leur gouvernement et leur peuple d'apporter un plus grand appui aux victimes du comportement rapace et criminel de l'Afrique du Sud raciste.

La Conférence de la Jeunesse des pays non-alignés déclare son soutien sans réserve à la déclaration adoptée en septembre 1985 lors de la session extraordinaire de la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des pays non-alignés.

LA NAMIBIE

Le peuple courageux de la Namibie, sous la direction de la SWAPO, le seul représentant authentique et légitime du peuple namibien, a soutenu et a intensifié sans relâche sa lutte armée pour la libération, en vue d'établir un état indépendant de la Namibie, fondé sur les principes d'égalité, de liberté et de justice.

Face à cette offensive, le régime raciste illégal de l'Afrique du Sud occupant la Namibie continue à recourir à des moyens dilatoires tout en perfectionnant ses mécanismes de répression. La Conférence de la Jeunesse non-alignée condamne l'imposition, le 17 juin 1985, du gouvernement fantoche d'unité nationale CMP contre la volonté du peuple namibien; le massacre et la décimation des civils; la formation des fameux peletons et l'imposition de l'état d'urgence au Nord du pays.

De plus, la conférence condamne le parallélisme établi entre l'indépendance éventuelle de la Namibie et le retrait des forces internationales cubaines de l'Angola; l'emploi du territoire namibien comme tremplin pour lancer des attaques contre l'Angola et les autres états de première ligne; l'exploitation et le pillage illégaux des ressources naturelles de la Namibie.

La conférence demande le retrait immédiat et inconditionnel des forces d'occupation sud africaines, de la Namibie et la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

La conférence fait appel à toutes les forces progressives d'accorder tout leur soutien à la SWAPO.

La conférence félicite l'armée populaire de libération de la Namibie de ses exploits héroïques et des succès remportés contre l'armée d'occupation raciste du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud raciste.

La conférence condamne et rejette la politique d'engagement constructif menée par Reagan à l'égard de l'Afrique du Sud raciste.

L'AMERIQUE CENTRALE

La situation actuelle prévalant en Amérique centrale constitue un point focal important de tensions au plan international. L'Amérique latine et les Caraïbes ont été victimes des actes d'agression perpétrés par les puissances impérialistes colonialistes. A l'heure actuelle, ils traversent la crise économique la plus grave de leur histoire, ce qui se reflète dans leur énorme dette externe.

Il faut mettre fin d'urgence à des mesures coercitives et déstabilisantes entreprises à l'encontre du Nicaragua en violation de son espace aérien et de ses eaux territoriales ainsi qu'au financement des troupes mercenaires par le Congrès des Etats-Unis puisqu'une telle mesure constitue une violation des principes et des normes de la loi internationale.

Nous exprimons notre appui aux efforts consentis par le Groupe de Contadora ainsi qu'aux initiatives de paix prises par le gouvernement du Nicaragua en vue d'arriver à une solution politique négociée à la situation en Amérique centrale. Nous condamnons énergiquement l'interruption unilatérale et inattendue de la part des Etats-Unis des négociations bilatérales avec le Nicaragua qui avaient lieu à Manzanillo, au Mexique concernant la normalisation des relations entre les deux pays.

Nous réitérons notre profonde préoccupation devant la détérioration de la situation à El Salvador, étant donné que le conflit armé englobant de divers secteurs va s'aggravant du fait de l'intervention continue, des problèmes internes économiques et sociaux et de la grave violation des droits de l'homme. Nous prions le gouvernement et le FDR -FMLN de reprendre leur dialogue, et nous exhortons le gouvernement des Etats-Unis à adopter une attitude constructive qui leur permettrait d'aboutir à une solution négociée et pacifique à l'actuel conflit de ce pays.

Nous affirmons la nécessité d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations en Amérique latine et dans les Caraïbes. A cet égard, nous approuvons la Résolution 1514 (XV) et nous nous félicitons de la Résolution en date du 14 Août 1985 du Comité ad hoc de l'organisation des Nations Unies pour la Décolonisation qui réaffirme le droit inaliénable du peuple de Puerto Rico à l'auto-détermination et à l'indépendance. Par conséquent, nous demandons aux puissances coloniales de retirer leurs forces armées ainsi que leurs bases militaires du Cuba, du Puerto Rico, du Panama et des îles Maouines et nous demandons instamment au gouvernement de la Grande-Bretagne de reprendre des négociations tenant dûment compte de la souveraineté argentine, en vue d'assurer une solution pacifique au conflit; de même, nous demandons que soit mis fin au projet prévoyant l'installation de nouvelles bases comme celles qui existent dans l'île de Pâques. Nous demandons le retrait de toutes les armées étrangères qui continuent dans la Grenade à la suite de l'invasion de ce pays il y a deux années, en 1983, et nous exprimons notre solidarité avec les jeunes et le peuple de la Grenade, et notre respect envers l'indépendance et la souveraineté de leur pays et leur progrès national et social.

Nous exprimons notre solidarité avec les aspirations légitimes du peuple chilien relatives au rétablissement des droits de l'homme essentiels et des libertés fondamentales pour que le peuple du Chili participe au processus de la naissance de nouvelles démocraties dans cette région, inspiré, par les objectifs de l'indépendance et de la justice qui ont toujours caractérisé les aspirations du peuple de l'Amérique latine.

IRAN-IRAQ

Nous réitérons la nécessité de déployer tous les efforts possibles en vue de trouver une solution pacifique, juste et honorable au malheureux conflit entre l'Iran et l'Iraq conformément aux principes du Non-alignement et à la Charte des Nations-Unies, ce qui assurerait une paix durable et la sécurité à la région.

LA COREE

Nous notons avec préoccupation que, malgré les aspirations du peuple coréen à voir sa patrie réunifiée pacifiquement, la Corée continue d'être divisée. Nous nous félicitons de l'attitude du peuple coréen qui continue à consentir des efforts pour assurer la réunification pacifique de son pays sans ingérence étrangère par le biais du dialogue et des consultations entre le Nord et le Sud conformément aux trois principes - indépendance, réunification pacifique et grande unité nationale - stipulés dans la Déclaration mixte Nord-Sud du 4 juin 1972. Nous exprimons l'espoir que l'accomplissement du vœu du peuple coréen pour une réunification pacifique sera favorisé par le retrait de toutes les troupes étrangères de cette région.

VIII. DECLARATION SUR LES PROBLEMES ECONOMIQUES

Depuis cinq ans, le monde traverse une grave crise économique de proportions globales. Bien que quelques signes de relance se manifestent dans les pays industrialisés, on constate qu'elle n'est ni puissante ni durable et ne se fait sentir que dans un nombre limité de pays. En effet, cette relance, qui n'a même pas touché la plupart des pays en développement, ne se poursuit pas comme souhaité. Le taux de chômage s'accroît sans cesse dans quelques pays industrialisés. Les pays en développement sont confrontés à l'extérieur à un environnement hostile, ce qui est aggravé par l'effet des politiques économiques introverties adoptées par les pays industrialisés.

Nous constatons avec une profonde inquiétude que dans certains pays le processus de développement s'est presque arrêté, que le taux de croissance négatif de la majorité des pays en développement persiste, et que le revenu par tête d'habitant dans un grand nombre de pays est inférieur à ce qu'il était il y a cinq ou même dix ans. Ceci a allourdi la charge écrasante de leur dette externe des pays en développement et en a rendu intenable le service.

Par conséquent, la grande majorité n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations. Des millions de gens dans les pays en développement, continuent à vivre en dessous du seuil de la pauvreté.

L'iniquité, et l'inefficacité du système économique international ont créé de graves problèmes pour les pays en développement et des pertes économiques qui auraient pu être évitées pour les pays développés. Nous, la Jeunesse du monde non-aligné, demandons à la communauté internationale de prendre des mesures d'urgence pour modifier ce système et d'œuvrer pour instaurer un Nouvel ordre économique international pour la paix et la stabilité du système démocratique.

L'instabilité et la faiblesse continues de l'économie se manifestent dans les déficits budgétaires énormes, dans le déséquilibre marqué de la balance de paiements de quelques pays développés, dans les fluctuations et les asymétries des taux d'échange, dans les taux d'intérêts élevés, tout ce qui a contribué à avorter toute reprise possible. Ce mal fonctionnement de l'économie mondiale a entraîné à son

tour la détérioration des termes d'échange des pays en développement, l'effondrement des prix des biens de consommation, la montée en flèche du poids de leur dette et la réduction de l'aide monétaire qui leur est fournie. La situation dans la région sahélienne est particulièrement grave. Beaucoup de pays ont été ramenés à une économie de subsistance, la disette les menaçant à chaque étape. Les conditions rigoureuses qu'on a imposées à des pays endettés ont rendu nécessaires des sacrifices en termes sociaux, économiques et politiques. Elles risquent aussi d'engendrer les tensions et le désaccord sociaux.

Il est évident que les destins économiques de la plupart des pays développés et des pays en voie de développement n'ont jamais été si étroitement liés. Au milieu de cette crise, les nations les plus développées ne font preuve ni d'imagination, ni de perspicacité, ce qui est une source d'inquiétude pour nous. Au lieu de prendre l'initiative afin d'améliorer le système, ils profitent de la situation critique des pays en développement. La reprise économique du Nord n'est simplement pas possible sans la survie économique du Sud. Les solutions à ces problèmes ne peuvent être que mondiales. L'entente et la coopération mutuelles entre les Organisations de Jeunesse des pays non-alignés et d'autres pays devraient être renforcées pour que la solidarité dans la lutte contre l'impérialisme et l'exploitation dans le domaine économique soit consolidée en vue de réaliser la liberté et la transformation socio-économique.

Nous soutenons l'évaluation de la situation économique mondiale, faite par la 7e Conférence au Sommet des pays non-alignés, et nous demandons au monde entier de répondre aux initiatives prises par les pays non-alignés afin de faire face à la crise économique mondiale. L'occupation, la colonisation et l'agression empêchent les peuples des pays en développement de poursuivre leurs projets de développement. Ils se voient empêchés d'avoir une économie indépendante qui leur soit propre et d'accroître les richesses et les ressources naturelles qui leur appartiennent de plein droit; mais ils se voient être l'objet de l'exploitation et du pillage, tel que l'on constate dans les cas des pays comme la Palestine, l'Afrique du Sud, la Namibie, etc.

La Conférence au Sommet des pays non-alignés qui s'est tenue à Delhi avait proposé un ensemble de mesures cohérentes et éclairées qui permettraient à l'économie mondiale de se tirer de la crise par le biais de la croissance et du développement. Cet ensemble comportait les mesures suivantes : des négociations globales pour la restructuration des relations économiques internationales; un programme de mesures immédiates dans les domaines importants de monnaie, de finance, de commerce de matières premières, d'alimentation et d'énergie, destiné à stimuler la reprise de l'économie mondiale; une réforme compréhensive du système monétaire et financier international démodé et inéquitable par l'organisation d'une Conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement et l'auto-suffisance collective parmi les pays en développement.

Nous exhortons les pays industrialisés à s'engager dans des négociations significatives avec les pays développés afin d'aborder nos problèmes communs et à élaborer un nouveau programme d'action international. Des réformes du système monétaire et financier doivent figurer en tête de ce programme.

Nous louons le travail préparatoire mené par les groupes d'experts du Mouvement non-aligné et le G-24 des pays en développement traitant des questions relatives aux réformes monétaires et financières. Nous espérons qu'un processus de consultations à haut niveau entre le Nord et le Sud s'engage sur ces questions d'importance capitale pour le bien-être du Nord aussi bien que du Sud.

Une action immédiate visant à arrêter et à renverser le protectionnisme et à instaurer un système de commerce mondial ouvert, transparent et équitable s'impose de toute urgence. Une discrimination croissante marque les relations commerciales entre les pays développés et en développement. Il faut rendre le système de commerce multilatéral plus sensible aux besoins et aux aspirations des pays en développement. Il faut que les droits des pays en développement soient protégés et renforcés dans le cadre du système de commerce multilatéral.

Nous exprimons notre profonde préoccupation devant les activités rapaces des corporations transnationales visant à spolier les pays en développement de leurs propres ressources naturelles dans le seul but de maximiser leurs bénéfices.

Nous condamnons, les pratiques de blocage économique et d'autres mesures économiques injustes déployées par les forces impérialistes soit unilatéralement soit par l'intermédiaire d'autres institutions financières internationales en vue d'exercer des pressions politiques sur les pays en développement. Bien que de telles mesures soient dirigées contre les gouvernements concernés, la victime réelle en est le peuple en général.

Les pays les moins développés notamment dans la région sahélienne ont été très touchés par cette crise. Cette situation exige d'urgence toute notre attention. Nous demandons que soient mis en oeuvre intégralement et sans délai le nouveau programme d'action substantiel ainsi que tout autre programme pertinent de la Banque mondiale, du PNUD etc....

Nous réitérons l'importance de l'auto-suffisance collective et de la coopération économique parmi les pays en développement. Nous réaffirmons la Déclaration sur l'auto-suffisance collective adoptée par le septième Sommet des pays non-alignés et demandons qu'elle soit mise en oeuvre dans les plus brefs délais et de façon imaginative afin de consolider la coopération parmi les pays en développement conformément aux principes d'égalité, d'équité, de bénéfice mutuel et de respect pour l'indépendance et la souveraineté de chacun.

Nous soulignons toutefois que l'autonomie collective ne constitue pas un substitut à la coopération entre pays développés et pays en développement, ne décharge d'aucune façon les pays développés de leur responsabilité et de leurs engagements pour soutenir les efforts de développement des pays en développement.

Le destin de l'humanité sur notre planète est un destin commun à tous les hommes. Les pays développés ne sauraient prospérer si les pays en développement restent pauvres. Nous lançons un appel aux principaux pays développés pour qu'ils abandonnent leur attitude négative et pour qu'ils entament des négociations dans un esprit de bonne foi pour parvenir à des accords mutuellement bénéfiques sur des mesures concrètes afin de trouver solution à la crise économique qui ne cesse de s'aggraver. Nous appuyons les efforts du Mouvement des pays non-alignés visant à coopérer et à soutenir ce processus. Nous espérons que les pays développés réagiront favorablement à ce message de paix et de solidarité fondé sur la dignité et l'égalité de l'homme.

IX. CONCLUSION :

La Première conférence de la Jeunesse des Pays non-alignés tenue à NEW DELHI du 19 au 21 novembre 1985 fut une occasion solennelle pour la Jeunesse des Pays non-alignés, d'exprimer ses préoccupations profondes, ses aspirations, ses craintes et ses espoirs.

En effet, tous les Pays représentés à cette conférence se sont réjoui du fait que cette rencontre fut une rencontre de cultures, d'ouverture sur l'extérieur et que la volonté de tout le monde était, et reste de voir s'établir au sein de la Jeunesse un débat d'idées constructif et original sur un large éventail de questions importantes concernant la vie et l'avenir des Pays non-alignés.

Cette conférence fut également une occasion de sensibilisation des Jeunes aux problèmes que connaît actuellement la société dans son ensemble mais aussi de façon générale qui sont les leurs. Reconnaisant que la Jeunesse constitue la population du monde de demain, la conférence a recouvert une importance capitale car ses déclarations font prendre conscience aux jeunes, leur situation, la situation du monde actuel et futur.

En vérité, la plus grande richesse d'un Pays est sa population exprimée en quantité et appréciée en qualité; elle est une grande force si tout est entrepris pour lui permettre de travailler et de développer le maximum de ses possibilités. C'est pourquoi la première conférence de la Jeunesse des Pays non-alignés tenue à NEW DELHI a été organisée pour réveiller, montrer à la jeunesse la voie à suivre dans le combat contre l'impérialisme, le néo-colonialisme, le colonialisme, le racisme

.../...

et toute forme d'agres^sion etc... et pour la justice, l'égalité, l'indépendance, le renforcement de l'entente internationale et de la promotion d'un nouvel ordre mondial. Ainsi prête pour la révolution, la lutte continue pour la Jeunesse des Pays non-alignés.

Fait à Kigali le 29/11/1985

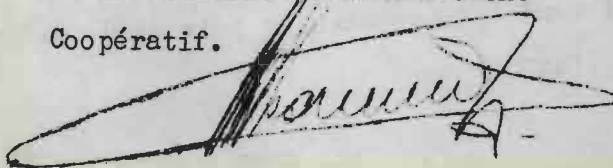
Par MBONEZA Gaspard

Chef de Bureau Groupements

Socio-Economiques au Ministère

de la Jeunesse et du Mouvement

Coopératif.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gaspard Mboneza', is written over a large, light-colored rectangular stamp. The signature is somewhat stylized and includes a horizontal line at the end.